

domaine politique : la force de travail est remplacée par le pouvoir sexuel et le discours sur l'émancipation sexuelle n'a que peu de rapport avec le mandat reproductif habituellement associé aux couples hétérosexuels.

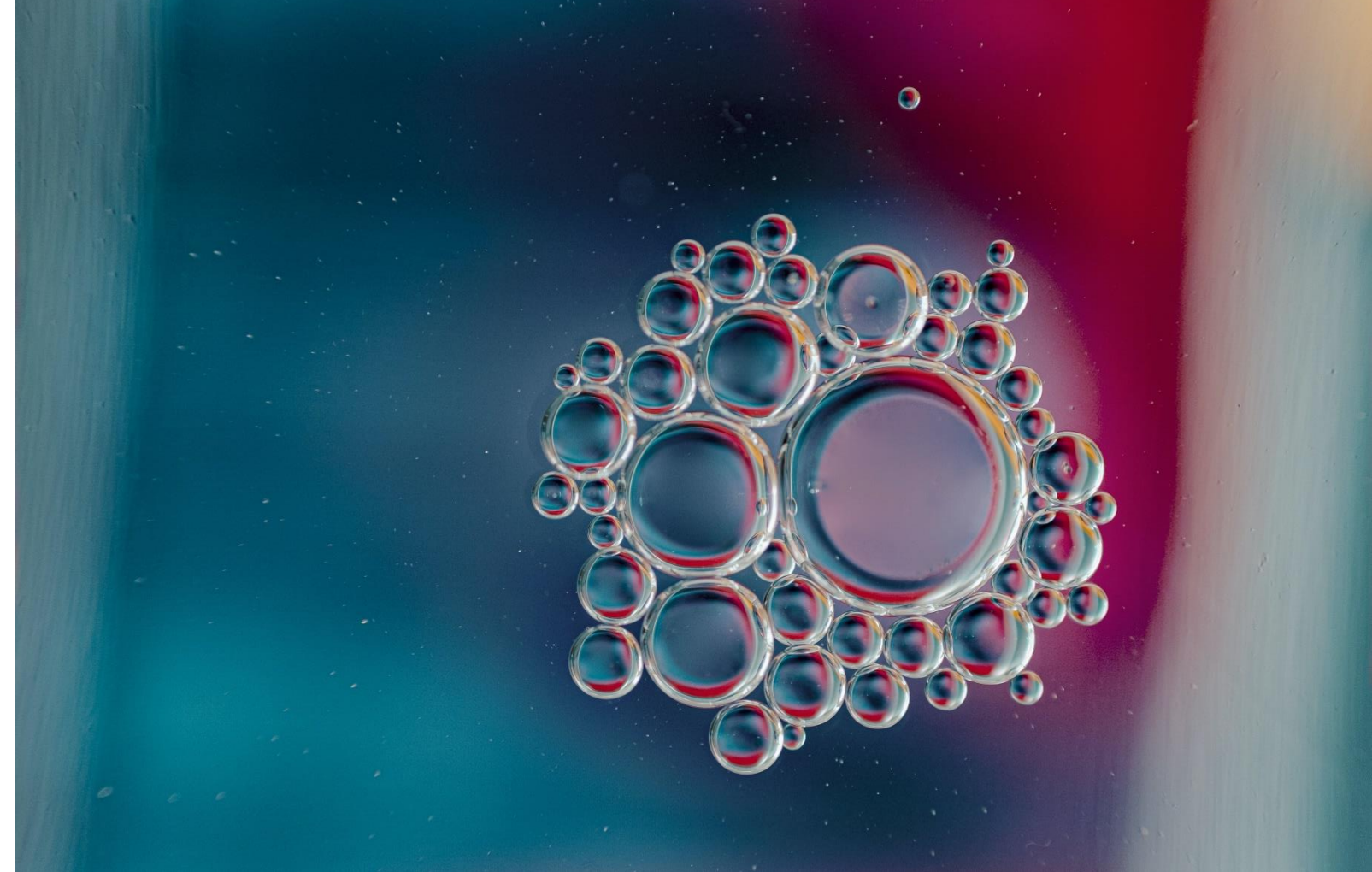
Autrement dit, l'émancipation promise, à laquelle la laïcité dans un cas, l'arrêt de la prostitution dans l'autre, sont censées nous faire accéder, n'en est peut-être pas réellement une. C'est que :

L'accent placé sur une sexualité libérée (qu'elle soit hétéro ou homosexuelle) fait écho au désir de consommer qui sert de moteur au marché, et permet de détourner l'attention des injustices économiques et sociales qui résultent de la discrimination et des formes structurelles de l'inégalité.

On touche bien là à un des fondements de l'idéologie libérale, qui fait finalement reposer sur la volonté individuelle la capacité d'émancipation (sexuelle), sans prendre en compte les rapports de domination et de dépendance qui peuvent entraver celle-ci. Ainsi, dans le débat sur la prostitution, la position abolitionniste consistera essentiellement en une volonté de « responsabilisation » des clients (et des travailleuses du sexe qu'il s'agit d'encourager à la « réinsertion »), sans que ne soient jamais abordées les causes économiques et structurelles qui peuvent pousser des femmes non seulement à exercer cette activité mais de manière plus générale à être dépendantes des hommes. Pour conclure, nous rappellerons, toujours avec Joan Scott, que si ces discours sont problématiques, ce n'est pas seulement parce que, détournant notre regard des questions structurelles, ils nous détournent également d'une lutte collective pour une réelle émancipation, mais c'est aussi que ce faisant, ils deviennent eux-mêmes un outil permettant l'oppression de celles et ceux qu'ils prétendent libérer :

Quand l'émancipation et l'égalité sont données comme synonymes et définies en tant qu'expressions d'un désir sexuel individuel et universel, elles ne sont guère différentes de l'égalité politique formelle. Elles deviennent des instruments qui perpétuent la subordination et l'inégalité de populations minoritaires défavorisées, ainsi que la poursuite de leur marginalisation dans les soi-disant démocraties de l'Occident.

Cette brochure et d'autres sont disponibles sur tarage.noblogs.org



Putes, corps désirants et émancipations

Morgane Merteuil
Paru sur la revue Période – Avril 2014

L'« épanouissement sexuel » est désormais un attribut incontournable pour celles qui prétendent accéder à des droits sociaux et politiques. Tel est le constat que Morgane Merteuil établit pour comprendre les nouveaux discours de criminalisation des travailleuses du sexe. S'appuyant sur une communication de Joan Scott, elle examine la façon dont le « désir » réel ou supposé des prostituées est devenu une arme aux mains des franges répressives. Celles et ceux qui militent aujourd'hui pour « l'abolition de la prostitution » se révèlent être les relais d'un libéralisme inavoué.



Dans son intervention intitulée « Émancipation et égalité : une généalogie critique », donnée lors de la plénière *Au-delà du patriarcat* du colloque *Penser l'émancipation* (Nanterre, février 2014), Joan W. Scott a notamment décrit la manière dont la rhétorique de l'émancipation sexuelle et de l'égalité entre les sexes, en ce qu'elle est soumise à un capital mondialisé qui fait du désir, et de sa capacité à l'assouvir, un préalable à la citoyenneté, contribue à la perpétuation de la domination de « populations minoritaires défavorisées », et notamment des femmes musulmanes.

Joan Scott part de l'idée que dans nos états occidentaux, laïcs et démocratiques, c'est le fait d'être déjà émancipé qui confère la citoyenneté :

L'émancipation et l'égalité sont des traits présumés inhérents aux individus, des traits qui leur confèrent une capacité d'agir – leur humanité véritable – et les rendent éligibles au titre de membre de la communauté des nations.

Or, dans la rhétorique qu'elle critique, c'est « le désir sexuel [qui] a été choisi comme dénominateur commun universel dans la définition de l'humain ». Dès lors, c'est parce que les femmes musulmanes sont considérées comme sexuellement opprimées que « les revendications musulmanes visant à obtenir la reconnaissance de leur qualité de membres à part entière des états nations de l'Europe occidentale dans lesquels tant d'entre eux résident depuis si

sexe se réfère à un état à conquérir par une lutte collective⁷. Dans les discours abolitionnistes en revanche, l'émancipation est en fait déjà là, et il s'agit de la faire atteindre à celles qui jusqu'ici sont « enfermées dans la prostitution⁸ ». Ces discours selon lesquels l'arrêt de la prostitution (et la disparition de celle-ci) scellerait l'émancipation sexuelle et l'égalité entre les sexes semblent bien illustrer cette rhétorique moderne critiquée par Joan Scott, au sein de laquelle « l'émancipation et l'égalité ne font alors référence qu'à la réalisation du potentiel sexuel de l'individu ».

L'approche du discours abolitionniste en regard de la thèse développée par Joan Scott nous aide par ailleurs à mieux comprendre ce qui peut autrement apparaître comme un paradoxe du discours abolitionniste : l'argument selon lequel la prostitution ne permet même pas la satisfaction sexuelle des clients. Cet argument est notamment développé par l'association d'hommes parrainée par Florence Montreynaud, Zéro Macho, dont un des porte-paroles écrit ainsi que s'il « ne paierai[t] pas une femme pauvre et asservie pour le sucer », c'est parce qu'il en « crèverai[t] de honte⁹ », tandis que d'autre argument que « la prostitution ne résout aucun problème des hommes », ou encore – argument qui revient plusieurs fois – qu'ils sont incapables d'avoir du désir pour une prostituée. Ce refus de ce qui est considéré comme un privilège masculin au titre que ce privilège ne leur permet en réalité pas d'obtenir une satisfaction sexuelle peut également être perçu comme un autre aspect de ce discours libéral selon lequel « c'est par le biais de la 'satisfaction sexuelle' que se définit le 'véritablement humain' ».

Ainsi, alors que pour certain-e-s, c'est la laïcité qui est garante d'une émancipation définie comme une égale possibilité d'exprimer et d'assouvir ses désirs sexuels, c'est pour d'autres l'arrêt de la prostitution. Selon Joan Scott :

Tel qu'on les utilise dans le discours dominant, l'émancipation et l'égalité introduisent une logique de marché explicite dans le

⁷ M. Merteuil, D. Simonin, « les travailleuses du sexe peuvent-elles penser leur émancipation ? Sur quelques effets excluants des discours abolitionnistes »

<https://www.contretemps.eu/les-travailleuses-du-sexe-peuvent-elles-penser-leur-emancipation-sur-quelques-effets-excluants-des-discours-abolitionnistes/>

⁸ <http://www.mouvementdunid.org/L-abolition-si-vous-ne-deviez>

⁹ <http://zeromacho.wordpress.com/nos-raisons/>

avoir cessé celui-ci, le déni de cette violence étant présenté comme inséparable de la continuation de l'activité :

Quand on est dedans, on ne peut rien faire d'autre que dire : c'est bien ! C'est pour ma famille, c'est pour mes enfants ! Sinon on s'effondrerait, comme un château de cartes. Moi, un temps, j'ai même défendu la prostitution et revendiqué les maisons closes !⁶

Ici, de même que dans le discours auxquels se réfère Joan Scott, :

l'émancipation ne correspond plus au fait de s'être libéré de contraintes antérieures, mais à une compréhension de ce que l'on est et à une représentation de soi qui s'exprime en des termes occidentaux modernes.

Plus exactement, c'est moins la libération de la contrainte que représente la prostitution (mais non des contraintes matérielles qui ont pu y mener) qui est vue comme une émancipation que la réalisation de soi en tant que sortie du déni, permise par l'arrêt de la prostitution. D'autre part, – et pour revenir à la première des deux questions posées plus haut – est également refusé aux travailleuses du sexe tout horizon égalitaire dans la mesure où – et notamment avec la radicalisation des discours abolitionnistes vers un prohibitionnisme – toute personne s'opposant à la pénalisation des clients, par exemple, ne peut être considérée que comme anti-féministe, en ce qu'elle ne fonderait sa position que sur une volonté de préserver soit les intérêts des (hommes) proxénètes, soit ce qui est envisagé comme un privilège masculin d'accès aux corps des femmes.

Dans le discours des travailleuses du sexe, l'émancipation se réfère bien au sens premier du mot, rappelé par Joan Scott, à savoir « la fin de la sujétion légale », même si les travailleuses du sexe savent que cette « égalité en droits » n'est qu'une étape qui, à elle seule, est aussi nécessaire qu'insuffisante pour lutter contre les rapports de domination et l'exploitation dont elles peuvent être victimes. Loin d'être déjà là, l'émancipation dont parlent les travailleuses du

longtemps », sont rejetées. Autrement dit, l'islamophobie de cette rhétorique, si elle est bien réelle, n'est qu'un aspect, ou une conséquence, d'un « discours civilisationnel qui considère que les individus les plus capables d'agir selon leur désir et de l'assouvir sont les plus aptes à être des citoyens ».

À côté de la « question de l'islam », et notamment du voile, s'il en est bien une autre qui a fortement mobilisé tout une rhétorique de l'émancipation sexuelle et de l'égalité entre les sexes ces dernières années, c'est celle de la prostitution. Dès lors, il semble intéressant de se demander si le rejet des revendications des travailleuses du sexe peut, lui aussi, correspondre un autre aspect du discours civilisationnel analysé ici par Joan W. Scott.

Selon elle, la nouveauté de ces discours n'est pas qu'ils s'intéressent à la sexualité, mais que la liberté sexuelle, la possibilité d'assouvir ses désirs, soit posée comme le critère universel de définition de l'humain, et dès lors, la condition à remplir par les individus qui souhaitent être considérés comme « aptes à être des citoyens » : « la capacité d'agir se situe non plus dans le cerveau doté de raison, mais dans le corps désirant ». C'est donc d'un véritable revers qu'il s'agit, puisque si auparavant, c'était justement la capacité à réprimer, par la raison, sa sexualité, qui fondait cette aptitude, c'est aujourd'hui celle d'exprimer le désir sexuel qui s'y est substituée :

Bien entendu, la sexualité (et son corollaire, l'épanouissement sexuel) est depuis longtemps considérée comme un attribut humain et sa gestion constitue un dilemme permanent pour les modèles proposés d'autogouvernance (généralement masculins) d'Augustin à Rousseau, Freud et au-delà. La raison était, pour les philosophes des lumières, l'instrument de l'auto discipline, de la maîtrise de soi, comme elle le fut ensuite pour les classes politiques et les responsables économiques au 19^e siècle. Mais au cours du siècle dernier, de façon croissante, ces appels à la raison ont cédé la place à l'exigence d'une libération du désir sexuel – ce désir qui, à d'autres époques, devait être réprimé parce qu'il était source de confusion dans l'esprit des hommes,

⁶ « Prostitution : je n'étais qu'une marchandise », http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/11/26/prostitution-je-n-etais-qu-une-marchandise_3520706_3232.html

*manifestation de cette passion qui, sous la forme du corps féminin, devait être exclue de l'arène publique*¹.

Il nous semble intéressant de mettre ce changement de perspective en relation avec celui qui a eu lieu à la même époque vis-à-vis de la prostitution, puisque c'est dès la fin du XIX^e siècle que le mouvement abolitionniste s'est constitué (si l'on date sa création à la fondation par Joséphine Butler de la Fédération Abolitionniste Internationale en 1875), revendiquant essentiellement, à l'origine, la fin du système réglementariste de maisons closes. Le système réglementariste apparaît en effet comme un moyen de rationaliser la sexualité, de la « domestiquer », pour reprendre l'expression de Tiphaine Besnard², légitimant ainsi la répression de celles qu'on appelait alors les « insoumises », qui, ne souhaitant pas être encartées, continuaient d'afficher leur sexualité vénale dans l'espace public. Au cours du XX^e siècle, et « grâce » aux efforts abolitionnistes, les discours sur la prostitution ont justement mis un point d'honneur à faire entendre au public que les prostituées n'étaient pas des corps sexuels, encore moins désirants, mais des corps soumis à la violence, et que c'est à ce titre qu'on ne pouvait les tolérer, non seulement dans l'espace public, mais sur tout le territoire³. En d'autres termes, c'est parce qu'elles incarnaient le désir sexuel qu'il fallait, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, « exclure de l'arène publique » les prostituées, alors que c'est maintenant au nom de l'exigence de ce désir.

Dans le discours abolitionniste, la travailleuse du sexe constitue le symbole de la femme sexuellement opprimée. Osez le féminisme demande ainsi : « Mais quelle liberté sexuelle pour les femmes prostituées ? Quel désir ? Quel plaisir⁴ ? ». La question n'est évidemment pas de savoir si les travailleuses du sexe sont, ou peuvent être, sexuellement émancipées ou non – même s'il n'est pas inutile de rappeler que les travailleuses du sexe peuvent avoir une

sexualité en dehors de leur activité professionnelle – mais de s'intéresser à l'usage du concept d'émancipation (sexuelle) dans les discours abolitionnistes, et notamment de voir comment cet usage justifie le rejet des travailleuses du sexe par certains mouvements féministes.

Joan Scott nous rappelle que dans les récents débats sur les revendications musulmanes :

la question porte moins sur l'octroi de droits ou l'extension de l'égalité à ces nouveaux résidents des nations européennes, que de savoir s'ils sont suffisamment émancipés psychologiquement, et suffisamment égalitaristes pour mériter de devenir des citoyens à part entière et bénéficier d'une inclusion totale.

D'une manière assez similaire, les débats sur le travail sexuel portent peu sur l'octroi de droits aux travailleuses du sexe : en effet, ces derniers temps ont surtout été marqués par une focalisation sur la pénalisation des clients ; les revendications du STRASS (Syndicat du Travail Sexuel) sont par exemple à peine discutées. Et pour cause, la question étant d'abord de savoir si la parole des travailleuses du sexe en activité peut être entendue ; en d'autres termes, les travailleuses du sexe sont-elles suffisamment « porteuses » de valeurs d'égalité et leur psychologie est-elle suffisamment émancipée pour que leur parole soit incluse dans le débat politique ? À ces deux questions, la réponse abolitionniste est évidemment non. D'une part, l'exercice de la prostitution est lu comme une violence sexuelle que s'infligent des personnes au terme d'un parcours lui-même constitué de violences sexuelles⁵ ; les prostituées, dès lors, seraient dans le déni de ces violences, raison pour laquelle on ne peut écouter que celles qui ont arrêté l'activité. Ainsi seront particulièrement mises en avant quelques « survivantes » de la prostitution qui, à l'exemple de Rosen Hicher, disent n'avoir pris conscience de la violence de leur métier qu'après

¹ Joan W. Scott, *Émancipation et égalité : une généalogie critique* <https://tarage.noblogs.org/lemancipation-joan-w-scott-cornelia-moser>

² Tiphaine Besnard, *Une folle débauche. Les Prostituées à la Salpêtrière et dans le discours médical 1850-1914*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 168.

³ Vallaud-Belkacem : « la France n'est pas un pays d'accueil de la prostitution », http://www.libération.fr/société/2013/11/29/vallaud-belkacem-la-france-n-est-pas-un-pays-d-accueil-de-la-prostitution_962948

⁴ Naïma Charai et Iris Naud, « La prostitution, mythes et réalités », *Osez le féminisme* n° 13, avril 2011, p. 6.

⁵ « Si le fait d'avoir vécu des violences sexuelles durant l'enfance ne conduit pas nécessairement à la prostitution, il est clair que ces violences, conditionnant l'image que peuvent avoir les victimes d'elles-mêmes, facilitent le passage à l'acte prostitutionnel. » (Rapport d'informations sur la prostitution, avril 2011 <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i3334.asp>)